sant par l'histoire, et les beaux-arts jusqu'à la zoologie. Qui plus est, 74 p. 100 d'entre eux étaient documentés, ce qui témoigne du haut degré de professionnalisme de nos conservateurs.

Depuis une vingtaine d'années, l'architecture de nos musées a évolué, comme dans bien d'autres pays. Nous l'adaptions pour qu'elle tienne compte de nos nouveaux besoins, du climat d'effervescence et de polyvalence culturelle, de connivence avec l'éclatement des formes d'expressivité. Centre d'affranchissement du temps et de l'espace, le musée favorise la compréhension des témoignages de l'origine d'un peuple, comme il permet la communication avec les signes d'autres cultures. Son apport à la société est fort apprécié si l'on se fie au nombre de visiteurs: vingt millions de personnes par année, soit beaucoup plus que le nombre de spectateurs qui assistent à des événements sportifs payants.

Pour l'État, il est un élément indispensable à toute société qui voit le besoin culturel comme une nécessité équivalente au droit à la santé. Cette notion est apparue dans les sociétés occidentales des années 1950, et depuis, le Canada est toujours resté au diapason avec elles, accordant une place de choix à la culture.

En France, par exemple, on compte trois établissements publics et 32 musées gérés par l'État qui assure, à la majorité d'entre eux, un rôle de conseil scientifique; le gouvernement britannique, quant à lui, est responsable de 19 musées d'État, d'un bout à l'autre du pays; et même les États-Unis, qui bénéficient par tradition d'un secteur privé fort, ont confié à leur État fédéral le soin de maintenir le *Smithsonian Institute*.

En consacrant de 5\$ à 6\$ per capita pour appuyer nos institutions muséales, et en suivant le mouvement actuel qui est de préciser le rôle de l'État par rapport à leur organisation, gestion et soutien financier, nous jouons un rôle qui se compare à celui d'autres pays occidentaux.

En 1968, Gérard Pelletier, alors secrétaire d'État, traitait d'une politique culturelle qui devait avoir des objectifs clairs, les moyens nécessaires de les atteindre et un calendrier de réalisation. Pour Gérard Pelletier, la culture n'était pas réservée à l'élite. Elle devait être à la portée de tous les Canadiens, tant dans les régions économiquement choyées que dans les régions désavantagées. Cette même année, il nous donnait la Loi sur les musées nationaux, qui avait pour but de présenter les produits de la nature, de la femme et de l'homme, en mettant l'accent sur le Canada, sans toutefois exclure les autres sociétés, de façon à promouvoir l'intérêt de tous et de diffuser la connaissance.

Article 31 du Règlement

Depuis la Loi sur les musées nationaux de 1968, jusqu'à la politique nationale de 1972 en la matière, nous avons franchi plusieurs étapes nous conduisant à cette prise de conscience du rôle de l'État. Après 21 ans d'existence, la loi avait besoin d'être ajustée afin de nous permettre de mieux relever les défis que lui lance la réalité contemporaine.

C'est d'ailleurs à cause de l'importance de cette institution dans notre société que nous avons créé, au mois de janvier 1986, le groupe de travail Richard Withrow, dont le mandat était d'examiner notre politique muséologique. C'est donc après une large consultation auprès des milieux spécialisés et des agences gouvernementales concernées, et après examen des recommandations par le Comité permanent des communications, de la culture, de la citoyenneté et du multiculturalisme, que le projet de loi sur les musées a été élaboré.

La présidente suppléante (Mme Champagne): L'honorable députée de Bourassa (M^{me} Gibeau) pourra reprendre son intervention dès que la Chambre reprendra ses travaux un peu plus tard cet après-midi.

Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

L'IMPACT DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES SUR LE CANADA ATLANTIQUE

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, en 1984, le premier ministre a déclaré qu'il n'avait pas peur d'infliger la prospérité à Terre-Neuve et aux autres provinces de l'Atlantique.

Au cours des dernières semaines, le gouvernement s'est attaqué à la population du Canada atlantique comme jamais auparavant.

A Summerside, à l'Île-du-Prince-Édouard, les conservateurs ont fermé la base des Forces armées canadiennes.

A Terre-Neuve, ils ont donné notre morue du nord aux Français et ont réduit les quotas de nos propres pêcheurs.

Au Nouveau-Brunswick, le gouvernement McKenna s'est vu obligé d'assumer à lui seul les programmes de développement régional.